

*Pouvoir d'emprunt*

vache à lait se meurt. Je représente une région qui compte beaucoup de producteurs de tabac ayant désespérément besoin d'aide pour se reconverter à d'autres productions qui leur permettent de tirer un revenu passable de leur investissement.

J'aimerais prendre quelques minutes pour répéter certaines choses que j'ai dites à la Chambre à d'autres occasions. Quand ces laborieux producteurs de tabac se sont mis à cultiver le tabac il y a 50 ou 60 ans dans la zone du tabac du sud-ouest ontarien, ils ont pris un grand risque. Ils sont allés dans un désert économique, les terres pauvres du sud ontarien qui n'étaient guère propres à produire autre chose. A force de labeur, de ruminations, d'emprunts et d'impôts versés un an sur l'autre, ils se sont acquis un niveau de vie correct tout en édifiant des fermes familiales très rentables. Pendant un certain nombre d'années ils ont prospéré. Mais, ces dernières années, à cause de divers obstacles parmi lesquels figure en bonne place le facteur santé, l'industrie du tabac est maintenant en recul. A ce que prévoient la plupart des experts, elle va continuer de reculer au Canada.

Il est trop facile de dire que les gens doivent cesser de fumer, qu'il faut interdire la publicité sur le tabac, qu'il faut adopter tous les règlements et les lois imaginables pour inciter les gens à cesser de fumer. Je suis un exemple de ceux qui, après avoir fumé la cigarette pendant 30 ans, ont fini par arrêter. J'en suis heureux. J'ai eu la frousse. J'ai eu un avertissement, je savais que le tabac est dangereux pour la santé.

Il faut par ailleurs songer à l'industrie du tabac et en particulier aux producteurs. Est-il juste de leur tirer le tapis de sous les pieds en leur disant non seulement que leur produit a été jugé scientifiquement dangereux mais encore que nous ne nous soucions plus d'eux, que nous les laisserons se débrouiller tout seuls en nous contentant de mettre 15 millions de dollars dans la cagnotte en vue de les aider à abandonner la production du tabac pour passer à autre chose? Il suffit que les producteurs de tabac touchent de bons prix durant trois ans encore et ils n'auront plus besoin ensuite de l'aide du gouvernement pour abandonner cette culture. Ils seront alors en mesure de l'abandonner avec dignité, sans l'aide du gouvernement. Ils auront suffisamment d'argent pour se lancer dans une autre production ou une autre entreprise ou pour prendre un autre métier.

Malheureusement, le gouvernement fédéral pas plus que le gouvernement provincial ontarien ne fait grand-chose d'autre que parler beaucoup de ce qu'il faudrait faire au lieu de mettre en oeuvre un programme utile destiné à venir en aide aux producteurs de tabac. Il est dommage de constater que des considérations de santé vont plonger 20 villages du sud-ouest de l'Ontario dans de graves difficultés financières. Les familles qui s'adonnent à la culture du tabac traversent une dure période d'adversité, de dépression et d'angoisse parce qu'on les dépossède littéralement de leur gagne-pain. J'espère que le gouvernement mettra au point un programme pour leur venir en aide dans la dignité afin que ces producteurs puissent, de leur propre gré, passer à un autre genre d'entreprise.

Même si un grand nombre d'agriculteurs font faillite et que leurs terres ne servent plus à l'agriculture, aucune aide gouvernementale n'a été annoncée. Le gouvernement tenait l'occasion de dire à ces agriculteurs qu'il ne les abandonnait pas. Le gouvernement aurait pu décréter que la hausse de taxe de cette année allait servir exclusivement à lancer d'autres cultures, à

chercher de nouveaux débouchés et à fournir de l'aide pour convertir les plantations de tabac à d'autres genres de production. Il a raté cette occasion. Les producteurs de tabac ont constaté ce que d'autres Canadiens ont appris péniblement, à savoir qu'ils ne peuvent faire confiance au gouvernement pour financer des mesures équitables.

En constatant les lacunes du plan financier du gouvernement, on peut voir ce qui dans le budget fait vraiment glacer le sang dans les veines, si je puis me permettre cette expression. Il ne renferme aucun projet de création d'emplois ni aucune nouvelle initiative destinée à venir en aide aux agriculteurs. Le gouvernement n'a pas pris de nouvelles mesures afin de résoudre les problèmes économiques régionaux et il n'est pas question de réforme fiscale. Toutes ces lacunes manifestes en disent long sur le gouvernement qui nous transmet un message par chacun de ces oublis volontaires. Par exemple, il dit aux chômeurs que c'est tant pis pour eux; il invite les agriculteurs qui éprouvent des difficultés à renoncer à l'agriculture; il conseille aux habitants des régions défavorisées du pays de déménager et il nous invite à attendre aux prochaines élections pour bénéficier d'un régime fiscal juste.

Le gouvernement devrait se pencher sur ces questions dans son plan financier pour l'année qui vient. Je sais qu'il prétendra que la création d'emplois fait partie de son plan global. Il signalera avec fierté le nombre d'emplois créés depuis son arrivée au pouvoir. Tout cela est bien beau pour les Canadiens vivant à Toronto ou dans les alentours. En effet, 95 p. 100 de ces nouveaux emplois ont été créés en Ontario, et encore là, même en Ontario, la répartition n'est pas égale. Dans la région que je représente, le taux de chômage atteint environ 11 p. 100. Cela équivaut à environ 4 p. 100 de plus que la moyenne provinciale dans l'une des régions les plus prospères du pays. Imaginez le désespoir dans la région de l'Atlantique, dans l'Ouest et dans le Nord. Le gouvernement aurait dû avoir pour objectif de réduire le chômage dans ces régions, surtout les plus défavorisées.

Il lui incombait également d'entreprendre la réforme fiscale. Je n'énumérerai pas à nouveau les augmentations d'impôt dont la famille moyenne canadienne a été accablée depuis deux années et demi. On l'a fait à de très nombreuses reprises. Les impôts fédéraux de la famille moyenne ont augmenté d'environ 1 350 \$ par an, depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs. Les Canadiens attendaient avec impatience cette année, car on leur avait promis une réforme fiscale. En fait, cette réforme était censée être la pierre angulaire du budget de cette année. Nous aurions été ravis de voir disparaître les échappatoires, comme l'exemption d'impôt sur les gains en capital. Je ne devrais peut-être pas parler d'échappatoire en l'occurrence. Il s'agissait simplement d'un avantage fiscal spécial accordé aux investisseurs. Les Canadiens auraient préféré un régime fiscal plus simple dans lequel tous les particuliers et toutes les sociétés payent leur juste part. Au lieu de cela, cette réforme a été reportée. Je suppose que le gouvernement voulait faire en sorte de pouvoir annoncer le nouveau régime à l'approche des prochaines élections fédérales. Cependant, chaque jour de retard lui coûtera énormément, car les Canadiens continueront alors d'être forcés de supporter un régime fiscal injuste. S'il y a une chose que les Canadiens souhaitent à l'heure actuelle, c'est